



Assemblée générale

Quarante-neuvième session

22^e séance plénière

Vendredi 7 octobre 1994, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Essy (Côte d'Ivoire)

La séance est ouverte à 10 h 25.

Allocution de M. David Kpomakpor, Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria

Le Président : L'Assemblée va d'abord entendre une allocution du Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria.

M. David Kpomakpor, Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria, S. E. M. David Kpomakpor, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kpomakpor (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais me joindre à ceux qui ont pris la parole avant moi pour vous féliciter de votre élection à la direction des travaux de l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session. Vous pouvez compter sur le concours et l'appui pleins et entiers de la délégation libérienne dans l'exercice de vos hautes fonctions lourdes de responsabilités.

Qu'il me soit permis également d'exprimer notre reconnaissance à votre brillant prédécesseur, l'Ambassadeur Samuel Insanally, du Guyana, pour l'habileté avec laquelle il a guidé les délibérations de la dernière session.

Notre éminent Secrétaire général, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, mérite d'être loué tout particulièrement pour l'attachement indéfectible dont il fait preuve à l'égard des principes de l'Organisation des Nations Unies et pour les efforts inlassables qu'il déploie en faveur de la paix mondiale, de la sécurité internationale et de la dignité humaine. Nous nous félicitons tout particulièrement du vif intérêt qu'il manifeste dans la recherche d'une paix durable au Libéria.

Tandis que nous approchons du milieu de la dernière décennie du siècle, nous sommes réconfortés de voir que le monde poursuit sa progression régulière dans cette période de transition entre les années de l'affrontement idéologique et la convergence vers l'interdépendance mondiale.

L'une des manifestations de ce changement de situation réside dans le recours croissant à une démarche consensuelle pour le règlement de problèmes internationaux aussi brûlants que les droits de l'homme, la population et l'environnement. Nous nous félicitons à cet égard des résultats obtenus par la Conférence internationale sur la population et le développement, réunie au Caire, et nous attendons beaucoup du Sommet mondial sur le développement social, qui doit avoir lieu en 1995 à Copenhague, au

Danemark, et qui examinera les questions fondamentales de la pauvreté et de son élimination; de la multiplication des emplois productifs; et d'une plus grande intégration sociale.

Pour l'Afrique, la transition pacifique de l'apartheid au gouvernement par la majorité en Afrique du Sud revêt une extraordinaire importance. Nous accueillons chaleureusement la nouvelle République sud-africaine au sein de l'Organisation mondiale, et nous attendons avec intérêt la contribution positive qu'il ne manquera certainement pas d'apporter à la réalisation des nobles objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

Toutefois, cette évolution positive du système international est souvent éclipsée par l'explosion de conflits ethniques de par le monde. La situation en Bosnie, au Rwanda, en Somalie, et dans mon propre pays — le Libéria —, parmi d'autres, paraît insoluble. La violence et les destructions qu'entraînent ces conflits font parfois que la communauté internationale est dépassée et que le maintien de la paix devient la préoccupation majeure des Nations Unies et, de plus en plus, aussi, celle des organisations régionales. Des ressources humaines et économiques qui pourraient autrement servir à améliorer la condition humaine sont consacrées aux activités de maintien de la paix.

Certains de ces conflits internes aux États sont d'une telle complexité que les dirigeants sont forcés de tenir des débats sur le pour et le contre du maintien ou du rétablissement de la paix, alors que la question principale devrait être de sauver des vies, notamment dans les situations où il n'existe pas d'autorité gouvernementale légitime.

Il en résulte que la communauté internationale réagit parfois avec des solutions hâtives. Souvent, les tentatives de régler certains de ces conflits négligent involontairement l'intransigeance et l'obstination des seigneurs de la guerre qui ont été les principaux responsables des souffrances et des privations indicibles imposées à leur peuple. Ces conflits engendrent également des occasions lucratives pour les marchands d'armes et les partisans internationaux des seigneurs de la guerre.

Un phénomène troublant associé à ces conflits est celui de l'enfant soldat. Des enfants sont recrutés, endoctrinés et entraînés dans l'art de l'assassinat, de la mutilation et du génocide, privant ainsi le pays d'une génération entière de ressources humaines. Cela est particulièrement vrai dans mon propre pays, le Libéria, où la grande majorité des 60 000 combattants sont des enfants qui n'ont pas même terminé l'école primaire. La conscription forcée de nos enfants — éléments fondamentaux de notre avenir — doit

cesser étant donné qu'elle constitue une violation à la Convention des droits de l'enfant. Par conséquent, nous ne devons céder à aucune mesure qui aurait pour effet de sanctionner l'acquisition du pouvoir par le recours à la force ou d'encourager des solutions visant à apaiser les seigneurs de la guerre au détriment de la population désarmée.

Le monde a assisté à la montée, ces quatre dernières années, d'un mouvement puissant en faveur de la démocratie et de la démocratisation. Ce mouvement a balayé certains des régimes totalitaires les plus forts, de l'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique à l'Amérique latine, à l'Afrique et à l'Asie.

La communauté internationale doit donc se montrer résolue à appuyer ce mouvement pour que les aspirations démocratiques de tous les peuples puissent se réaliser partout dans le monde. Les dirigeants du monde actuel seraient durement jugés s'ils se contentaient de regarder les pays s'engager dans des conflits, qui pourraient avoir été déclenchés par l'étincelle de la démocratisation.

C'est dans ce contexte que nous voudrions brièvement passer en revue le processus de paix au Libéria.

Je voudrais d'emblée exprimer la profonde gratitude du peuple libérien envers les hommes courageux du Groupe des observateurs militaires (ECOMOG) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui ont déjoué la tentative de coup d'État du 15 septembre dernier. Depuis 1990, leur sacrifice désintéressé a permis d'assurer une certaine sécurité dans quelques régions du Libéria et, partant, d'oeuvrer en faveur de la paix au Libéria.

L'on se rappellera qu'en décembre 1989, un conflit armé a éclaté au Libéria, dont le motif apparent était de débarrasser le pays de la dictature militaire. Au milieu des années 90, cependant, le conflit a dégénéré en une lutte tripartite pour le pouvoir. La machine de l'État s'est désintégrée.

Aucune des factions armées engagées dans la lutte ne semblait capable de remporter une victoire décisive et d'établir une autorité légitime. C'est dans le contexte de cette impasse fatale que la CEDEAO est intervenue avec un plan de paix en trois volets : une force de surveillance de la paix serait envoyée au Libéria pour assurer la sécurité dans le pays, tandis que les Libériens eux-mêmes rétabliraient une administration civile interne pour préparer le pays à des élections démocratiques.

Le groupe de surveillance de la paix de la CEDEAO, l'ECOMOG, est arrivé au Libéria en août 1990. Une conférence de toutes les parties libériennes a été convoquée à Banjul, en Gambie, le même mois, qui a élu un gouvernement intérimaire d'unité nationale (IGNU). Sur l'insistance du Front national patriotique du Libéria (NPFL), une deuxième conférence de toutes les parties libériennes a été convoquée à Monrovia en 1991, qui a entériné le gouvernement intérimaire. Malheureusement, le NPFL qui avait insisté sur la convocation de cette conférence en tant que condition préalable à la paix l'a quittée au milieu des travaux.

Plusieurs autres réunions des factions belligérantes se sont tenues à Banjul, Freetown, Dakar, Bamako, Lomé, Yamoussoukro et Genève, pour tenter de trouver une paix avec les factions armées. Avec un succès remarquable, le plan de paix de la CEDEAO, appuyé par une administration civile intérimaire pour le Libéria et par l'ECOMOG, a rétabli un certain degré de stabilité et a apporté un semblant de loi et d'ordre dans le pays pendant deux ans.

Le 15 octobre 1992, le NPFL a lancé une attaque imprévue contre l'ECOMOG et le peuple de Monrovia, au cours de ce qui a été appelé «l'Opération Octopus». Le refus du NPFL de se conformer pleinement à l'Accord de Yamoussoukro a donné naissance à un nouveau groupe armé, le Mouvement uni de libération pour la démocratie au Libéria (ULIMO), qui a proclamé que son unique objectif était de libérer le peuple libérien du NPFL.

Alors que les hostilités faisaient rage entre les factions armées, l'Organisation des Nations Unies, avec le concours de la CEDEAO et de l'OUA, a décidé de convoquer à Genève, en juin 1993, une conférence de paix des parties au conflit. Participaient à la réunion le NPFL, l'ULIMO et l'IGNU. La délégation de l'IGNU comprenait les Forces armées du Libéria (AFL). Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies présidait la réunion, à laquelle assistaient aussi le représentant spécial de l'OUA, le Secrétaire exécutif de la CEDEAO et le commandant sur le terrain de l'ECOMOG.

L'accord convenu à Genève a été achevé officiellement et signé par les parties à Cotonou, République du Bénin, le 25 juillet 1993. Le principe essentiel de l'Accord de Cotonou visait le désarmement et la démobilisation des factions en guerre, qui ont accepté de rendre les armes en échange de la participation à la formation d'un nouveau gouvernement.

L'Accord de Cotonou prévoyait la création du Gouvernement national de transition du Libéria, dirigé par un Conseil exécutif d'État de cinq personnes, une Assemblée législative de transition de 35 membres et la reconstitution de la Cour suprême et de la Commission électorale spéciale. Chacun de ces organes devait être composé de personnes désignées par les parties à l'Accord. Les postes ministériels devaient être répartis en consultation avec les parties.

Le Gouvernement national de transition du Libéria avait pour mandat d'étendre son autorité partout dans le pays, de rapatrier et de réinstaller les réfugiés et d'organiser des élections libres et justes dans les six mois.

Le désarmement devait être assuré en même temps que l'installation du Gouvernement national de transition du Libéria, et les factions armées avaient accepté de coopérer avec le Groupe élargi d'observateurs militaires (ECOMOG) de la CEDEAO et de se désarmer sous la supervision de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL).

Le Gouvernement national de transition du Libéria est entré en fonctions le 7 mars 1994, et le Représentant spécial du Secrétaire général a donné l'assurance que le désarmement commencerait simultanément. Il a en outre assuré le peuple libérien que les factions armées respecteraient pleinement les dispositions de l'Accord de Cotonou. Mais après l'installation du Gouvernement national de transition du Libéria, les aspects militaires de l'accord de paix n'ont pas suivi le rythme de l'évolution politique envisagée par l'Accord. En outre, il a fallu six mois pour que les troupes supplémentaires envoyées par la Tanzanie et l'Ouganda arrivent au Libéria. Les troupes élargies de l'ECOMOG n'ont jamais été déployées et les factions n'ont pas désarmé. Les factions continuent de rechercher le pouvoir politique par la force des armes ou, plus précisément, par le fusil.

Par conséquent, il y a eu prolifération de groupes armés. Il y a maintenant deux factions du Mouvement uni de libération pour la démocratie au Libéria (ULIMO) et deux factions du Front national patriotique du Libéria (NPFL). Il y a également le Conseil pour la paix au Libéria (LPC) et la Force de défense du Lofa (LDF). Chacune des factions dissidentes de l'ULIMO et du NPFL, avec le LPC et le LDF, ont formé une coalition de forces pour combattre la faction du NPFL dirigée par M. Charles Taylor. Au moment où je parle, la bataille continue au centre du Libéria. Cette situation a provoqué l'exode massif de citoyens qui craignent pour leur vie et qui ont cherché refuge et asile dans les pays voisins, ce qui a aggravé les besoins en aide humanitaire du pays.

Je parlerai maintenant de la Conférence nationale libérienne (LNC). En raison du marasme actuel dans le pays et du manque de coopération des factions belligérantes avec le Gouvernement national de transition du Libéria, une «Réunion consultative de citoyens» a été convoquée à Monrovia, les 29 et 30 juillet 1994. À cette réunion, le peuple du Libéria a reconnu que, ces quatre dernières années, la destinée du pays a été dans une large mesure dictée par les factions belligérantes, les citoyens étant marginalisés. Ils ont également conclu que l'impasse dans le processus de paix procédait de l'intransigeance des factions belligérantes en ce qui concerne le désarmement et de leur refus de coopérer avec le Gouvernement national de transition du Libéria, l'ECOMOG et la MONUL afin que chacun s'acquitte de ses responsabilités et obligations respectives en vertu de l'Accord de Cotonou.

Le peuple du Libéria a donc décidé qu'il fallait agir pour rompre l'impasse dans le processus de paix. Il a alors convoqué, depuis le 24 août 1994, la Conférence nationale libérienne (LNC), avec des représentants de tous les milieux sociaux, y compris les 13 districts politiques du pays, les partis politiques, les groupes d'intérêts, les organisations professionnelles, les organisations sociales et religieuses, les syndicats, les groupes d'étudiants et de jeunes, ainsi que les associations féminines.

Les organisateurs de la Conférence ont voulu impliquer et encourager la participation des factions belligérantes. La Conférence a entendu en cette occasion les personnalités suivantes : le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Trevor Gordon-Somers; l'ex-Président des États-Unis, Jimmy Carter; et un représentant éminent de l'OUA, le révérend Canaan Banana. Le général Arnold Quainoo, commandant de l'ECOMOG et Représentant spécial du Président de la CEDEAO, et M. Édouard Benjamin, Secrétaire exécutif de la CEDEAO, ont également pris la parole à la Conférence pour appuyer ses efforts.

L'ordre du jour de la Conférence comprenait les questions du désarmement et de la démobilisation, du bon fonctionnement de l'État, et de la tenue d'élections. La Conférence a constaté par consensus que le problème fondamental du conflit libérien n'est pas le fonctionnement de l'État, mais le refus des groupes armés de se désarmer et d'être démobilisés. La Conférence a donc lancé un appel pour que des sanctions sévères et efficaces soient imposées aux groupes armés et aux factions belligérantes qui refusent de respecter le processus de désarmement.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'État, la Conférence a indiqué que le mandat du Gouvernement

national de transition du Libéria devrait être prolongé et le Conseil d'État renforcé, de sorte que le pays puisse participer à des élections démocratiques libres et justes. Nous estimons également que la Conférence nationale libérienne reflète les aspirations démocratiques du peuple libérien et son opposition à l'acquisition du pouvoir par la force. Les Libériens et autres Africains de l'Ouest ont déjà consacré trop de temps, trop d'énergie et trop de ressources, ainsi que perdu trop de vies, pour consentir maintenant à un règlement qui ne soit pas honorable, juste et durable.

Je parlerai maintenant de l'Accord d'Akosombo. La Conférence nationale libérienne avait progressé et était au fort du débat sur les problèmes fondamentaux du désarmement, de l'administration publique et des élections quand S. E. le Président Jerry Rawlings, du Ghana, Président de la CEDEAO, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général, ont présenté de nouvelles initiatives pour rompre l'impasse dans le processus de paix. Une réunion des dirigeants des deux factions belligérantes, M. Charles Taylor, de la NPFL, et le général Alhaji S.G. Kromah, de l'ULIMO, avec le chef d'état-major des forces armées du Libéria, le général J. Hezekiah Bowen, a eu lieu à Akosombo, au Ghana. Le représentant éminent de l'OUA, M. Canaan Banana, a également assisté à la réunion. À l'exception du général Bowen, la délégation du Gouvernement national de transition du Libéria a été tenue à l'écart des délibérations à Akosombo.

Le 12 septembre 1994, le général Bowen, chef d'état-major des Forces armées du Libéria (AFL), a signé sans autorisation l'Accord d'Akosombo en même temps que les deux dirigeants menant la guerre : Charles Taylor et Alhaji Kromah. L'Accord ne traitait pas adéquatement de la question du désarmement, mais appelait plutôt à la restructuration du Conseil d'État du Gouvernement national de transition du Libéria. Chacune des deux factions armées nommerait un représentant; le général Bowen — choisi sans consultations — représenterait les AFL, soit l'armée constitutionnelle du Libéria; la Conférence nationale du Libéria en cours nommerait un civil; et le Front national patriotique du Libéria (NPFL) et le Mouvement uni de libération pour la démocratie au Libéria (ULIMO) se consulteraient pour nommer le cinquième membre du Conseil. Le Gouvernement national de transition restructuré serait maintenu pendant 16 mois, les élections générales étant prévues en octobre 1995 et l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement élu en janvier 1996. La délégation du Gouvernement national de transition a exprimé au Gouvernement ghanéen ses réserves au sujet de l'Accord avant de retourner au Libéria.

Au Libéria, l'Accord d'Akosombo a suscité un tollé et une indignation généralisée. Il a été vu comme une autre tentative d'apaiser les dirigeants des factions armées, dont les positions intransigeantes ont entraîné la poursuite du conflit et causé la mort d'un si grand nombre de Libériens ainsi que d'énormes destructions et d'indicibles souffrances à la population.

Le Gouvernement libérien a donc rejeté l'Accord d'Akosombo pour plusieurs raisons. Premièrement, l'Accord visait à ramener les forces armées du Libéria, c'est-à-dire l'armée constitutionnelle, au statut d'une faction de guerre. Deuxièmement, il ne traitait pas adéquatement des problèmes politiques — le désarmement et la démobilisation des factions guerrières — qui ont constitué le plus important obstacle au processus de paix. Troisièmement, les bases de l'Accord d'Akosombo étaient essentiellement défaillantes. L'Accord accordait un pouvoir et une influence à des dirigeants armés dont la stature, la crédibilité et l'emprise au sein de leurs factions respectives sont incertaines. Il y avait aussi une absence de reconnaissance des positions militaires changeantes sur le terrain des dirigeants de factions. Par exemple, M. Charles Taylor, du NPFL, a été incapable de regagner ou de reprendre son quartier général à Gbarnga après son départ de la réunion au Ghana parce que ses forces ont été chassées par des factions rivales. Quelques jours après le retour du Ghana du général Hezekiah Bowen, il s'est produit une tentative de putsch et de mutinerie dans les rangs de son armée, et le général a dû chercher refuge au quartier général du Groupe d'observateurs militaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Quant à lui, l'ULIMO du général Alhaji Kromah demeure divisé.

Nous sommes heureux de noter, ce qui démontre sa sincérité et son attachement à trouver une solution juste et durable à la crise libérienne, que le Président du Ghana et actuel Président de la CEDEAO, S. E. M. Jerry Rawlings, a réagi rapidement aux préoccupations exprimées par le peuple libérien au sujet de l'Accord d'Akosombo. Quelques jours après sa signature, il a envoyé une délégation au Libéria pour qu'elle organise des consultations à propos de l'Accord. Il a ensuite convoqué une réunion consultative élargie à Accra. Les consultations sur l'Accord se poursuivent.

Le processus de paix libérien a maintenant atteint une phase cruciale. La réaction à l'Accord d'Akosombo et la reprise des hostilités entre les factions armées dans le centre du Libéria pourraient amener certains à conclure que les Libériens ne sont simplement pas prêts à faire la paix, mais ce n'est pas vrai. Nous sommes prêts à faire la paix. Nous

croyons que la paix peut enfin être à portée de la main, moyennant un ensemble d'initiatives appropriées. Les événements récemment survenus dans le pays, dont la tentative ratée de putsch par des éléments dissidents des Forces armées du Libéria et la reprise des hostilités entre les factions en guerre, rendent encore plus nécessaire une action efficace en faveur du désarmement et de la démobilisation.

Je ferais preuve de négligence si je ne disais pas ici à quel point le peuple libérien est reconnaissant à l'ONU, à la CEDEAO, à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), aux organisations non gouvernementales, aux organismes de secours et à toute la communauté internationale, qui ont consenti d'innombrables sacrifices et contribué à la recherche de la paix au Libéria. Dans cette optique, nous souhaitons appeler la communauté mondiale à apporter un soutien accru à la CEDEAO en lui fournissant des moyens matériels et des ressources plus amples pour lui permettre de s'acquitter efficacement du mandat qui lui revient en vertu de l'Accord de Cotonou.

Haïti offre un exemple positif de ce qui peut être fait lorsque la communauté internationale persévère dans son aide pour trouver une solution pacifique aux conflits intra-étatiques. De fait, si le même ensemble de conditions qui a suscité une action plus vigoureuse de l'ONU en Haïti peut ne pas se retrouver au Libéria, le peuple libérien exhorte le monde, et particulièrement les pays qui sont mieux nantis et qui vantent constamment les mérites de la démocratie, à défendre les grands principes fondamentaux, à faire entendre leur puissante voix et recourir au moyens dont ils disposent pour faire cesser la misère et les souffrances humaines au Libéria.

Je suis donc confiant que l'ONU, qui s'efforce de mettre en oeuvre les dispositions de sa Charte depuis près d'un demi-siècle, peut encore trouver le courage et la volonté nécessaires de répondre aux exigences de la paix, de la démocratie et du développement pour l'ère véritablement mondiale qui s'annonce à l'aube du XXI^e siècle.

Le Président : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. David Kpomakpor, Président du Conseil d'État du Gouvernement national de transition de la République du Libéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 9 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Le Président : Le premier orateur est le Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Togo, S. E. M. Boumbera Alassounouma.

M. Alassounouma (Togo) : Monsieur le Président, vous connaissez mieux que quiconque l'excellence et la solidité des relations de coopération, d'amitié et de fraternité qui existent depuis de nombreuses années entre votre pays, la Côte d'Ivoire, et le Togo. C'est donc avec une grande joie et un élan de fierté que mon pays a accueilli votre élection au poste de président de l'Assemblée générale à cette quarante-neuvième session ordinaire.

Je tiens par conséquent, au nom du Gouvernement togolais, de ma délégation et en mon nom propre, à vous féliciter très sincèrement pour le choix unanime porté sur votre personne et, à travers vous, sur la Côte d'Ivoire, un pays frère. La délégation togolaise et moi-même vous garantissons notre soutien et restons persuadés que votre compétence et votre longue expérience des affaires internationales constituent, à coup sûr, un gage de succès pour nos travaux.

Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter également votre prédécesseur S. E. M. Samuel Insanally, Ambassadeur, Représentant permanent du Guyana qui, avec efficacité et doigté, a dirigé les travaux de l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session. Ces félicitations s'adressent également au Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, qui s'efforce à faire triompher les nobles idéaux de notre organisation commune; qu'il trouve ici l'expression renouvelée du soutien total de la délégation togolaise.

L'Afrique du Sud est de retour d'un long voyage. En effet, l'apartheid est mort, enfin! Mon pays est fier d'avoir contribué à renverser ce système odieux. Le Togo a toujours appuyé les aspirations légitimes des peuples opprimés partout dans le monde, mais en particulier celles de la majorité noire d'Afrique du Sud, dont les droits fondamentaux, même les plus élémentaires, ont été bafoués pendant longtemps.

C'est donc avec beaucoup de joie que mon pays, saluant le courage, le dévouement et le sacrifice de la nation sud-africaine, accueille le retour à l'ONU de ce pays frère, désormais libre et engagé à mener avec tous les États Membres de cette Organisation la lutte nécessaire pour la démocratie et l'indépendance totale d'autres peuples.

En 1995, notre Organisation célébrera ses 50 ans. Une nouvelle ère d'espoir s'ouvre pour les nations.

Cette ère d'espoir comporte malheureusement des inquiétudes, inquiétude devant la paupérisation croissante des pays les plus pauvres, inquiétude aussi d'un monde constamment dévasté par des conflits et des difficultés de tous ordres. L'époque bouleversée que nous vivons place notre Organisation devant un défi, celui d'appréhender tous les grands changements en cours et de trouver de rapides solutions aux nombreux problèmes qui se posent à notre planète.

Il importe par conséquent de redéfinir de manière urgente les grandes orientations de l'Organisation, sur la base d'un plus grand humanisme, à l'échelle planétaire, afin que l'homme retrouve les forces qui lui permettraient de mieux exercer sa liberté, d'en jouir pleinement, de respecter les lois de la nature, de rompre avec l'égoïsme et la dureté de coeur. Il est urgent de jeter aujourd'hui de nouvelles bases de coopération pour aider l'ONU, non seulement à effacer les séquelles de la guerre froide, mais également à résoudre les problèmes actuels et ceux de demain. Voilà la seule manière de répondre aux attentes des peuples et de respecter l'esprit de ceux qui, il y a 50 ans, créaient l'Organisation mondiale dans le but, entre autres, de prévenir les conflits pour la paix des nations et le bonheur des peuples. La mise en oeuvre des recommandations pertinentes contenues dans le rapport du Secrétaire général, «Agenda pour la Paix», devra à cet effet inciter à centrer impérativement notre action sur des mesures préventives et à déterminer les axes stables pour un développement harmonieux de la société et pour résoudre ses problèmes en élaborant des mécanismes souples et appropriés dans le cadre des réformes en cours.

L'optimisme est évident lorsqu'on constate que les adversaires d'hier sont devenus les alliés d'aujourd'hui, cherchant ensemble des solutions pacifiques et mutuellement avantageuses aux grands problèmes internationaux de l'heure. Voilà autant de sérieuses raisons d'avoir davantage foi en l'avenir de notre Organisation. Penser le futur plutôt que de le subir, telle doit être la devise des nations.

Au plan interne, mon pays a entrepris de s'engager dans la voie de la démocratie fondée sur le multipartisme intégral et responsable, afin d'asseoir un État de droit dans le respect de la personne.

Suite à l'adoption d'une nouvelle constitution en septembre 1992, des élections présidentielles et législatives se sont tenues en août 1993 et en février 1994 respective-

ment, donnant lieu à la formation le 25 mai dernier d'un gouvernement d'union nationale dont le programme d'action vise essentiellement à bâtir un Togo nouveau, démocratique, libre, à forger l'unité nationale, à réconcilier le peuple avec lui-même, à le rassembler autour de sa nation, de ses valeurs, de son drapeau, dans la paix et la concorde reconquises, à reconstruire une économie mise à mal sous l'effet conjugué de divers facteurs tant nationaux qu'internationaux.

Bien entendu, tout cela ne peut se réaliser en quelques mois, mais il faut du temps pour vaincre les rancœurs, réconcilier les adversaires d'hier pour instaurer l'État de droit auquel tous aspirent, redonner confiance à chacun et jeter les bases d'une économie solide et prospère.

En dépit de la fin de la guerre froide, le désordre brouille constamment le paysage géopolitique. En Afrique, la situation qui prévaut actuellement est peu encourageante. Le continent marginalisé n'éveille les esprits, même les plus attentifs, que lorsque, à travers monts et vallées, s'élèvent des cris d'angoisse, de mort. Les cas du Rwanda, de l'Angola, du Libéria, de la Somalie et du Mozambique illustrent à suffisance cet amer constat.

M. Seniloli (Fidji), Vice-Président, assume la présidence.

La défaite du système d'apartheid en Afrique du Sud et les tragiques événements du Rwanda montrent du doigt les deux extrêmes de l'évolution du continent africain, caractérisé par le contraste entre l'espoir et le désespoir, le progrès et la destruction. Si, à l'heure actuelle, l'Afrique du Sud semble représenter l'espérance, le Rwanda au contraire symbolise le visage d'une Afrique mutilée et ravagée.

Le Togo lance un appel au Gouvernement de la République angolaise et à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), leur demandant de faire preuve de la bonne volonté et de la souplesse nécessaires pour parvenir à un règlement rapide et global de la question dans le cadre des pourparlers de Lusaka.

Au Libéria, malgré plusieurs accords, le désarmement des factions n'a toujours pas eu lieu, et les élections générales souhaitées semblent tomber dans le domaine du mirage. Puisse la bonne foi trouver place dans les coeurs des parties concernées afin que ce pays frère retrouve les avantages de la réconciliation et la voie du développement.

Quant à la Somalie, l'appel que le Togo lance à la communauté internationale, c'est de ne pas se lasser de ce

pays, de ne pas baisser les bras. Il invite par conséquent les parties au conflit à s'abstenir de contribuer à ce découragement et à renouer le véritable dialogue pour une mise en place rapide des institutions nationales fiables.

À propos du Sahara occidental, ma délégation appuie le rapport du Secrétaire général sur la question et demande instamment à toutes les parties de coopérer pleinement avec l'ONU aux fins de l'organisation effective, en février 1995, du référendum d'autodétermination devant permettre de décider de l'avenir de ce territoire et de son peuple.

Le Gouvernement togolais se félicite de l'évolution positive récente de la situation sociopolitique au Burundi et invite les nouveaux dirigeants à tout mettre en oeuvre pour le retour définitif de la paix dans ce pays.

Le Togo soutient sans réserve les efforts du Secrétaire général et du Conseil de sécurité pour la paix au Mozambique. Il invite les parties à s'engager totalement à accepter et à respecter le résultat des prochaines élections générales.

Confrontée à cette situation de conflits armés, de tensions et d'insécurité, l'Afrique se doit de prendre ses responsabilités. C'est par ses propres efforts que le continent africain surmontera les difficultés qu'il traverse aujourd'hui.

C'est tout le sens de la proposition que S. E. le général Gnassingbé Eyadema, Président de la République togolaise, a faite au Sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Tunis en juin 1994 en préconisant la création d'une force africaine de paix dont la mission serait d'assurer la paix là où elle serait menacée en s'interposant entre les belligérants afin de trouver une solution négociée aux conflits.

La délégation togolaise se réjouit que cette idée ait suscité beaucoup d'intérêt auprès de certaines grandes puissances, qui sont disposées à apporter des moyens logistiques à cette force d'interposition.

L'évolution positive sans précédent du processus de paix au Moyen-Orient, matérialisée au cours des 12 derniers mois par l'accord israélo-palestinien de septembre 1993 et l'historique rencontre, à Washington le 25 juillet 1994, entre S. M. le Roi Hussein du Royaume hachémite de Jordanie et S. E. le Premier Ministre Yitzhak Rabin d'Israël, nous ouvre un horizon d'espoir. Ces développements encourageants constituent des pas importants en direction de la paix et nous font découvrir clairement que seule la voie du règlement pacifique des différends est efficace et que seule

une volonté politique affirmée peut aider à construire une société de paix.

En parfaite communion avec les initiateurs et les acteurs de ces rencontres, mon pays demande à l'Organisation des Nations Unies et à tous les gouvernements de la région, notamment aux dirigeants israéliens et palestiniens, de poursuivre les négociations en vue de l'instauration d'une paix globale, définitive et durable dans cette partie du monde pour permettre à tous les États concernés par le conflit israélo-arabe de vivre désormais à l'intérieur de frontières sûres et reconnues de tous, sur la base du respect mutuel de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États.

Pour ce qui est tout particulièrement de l'avenir du peuple palestinien, la période de transition, qui n'en est qu'à ses débuts, doit être soutenue, non seulement politiquement, mais aussi et surtout par l'assistance financière, économique et technique internationale. L'ONU devrait par conséquent assumer pleinement sa responsabilité jusqu'au règlement définitif et satisfaisant de la question palestinienne sous tous ses aspects.

Dans la partie orientale de l'Europe, la situation reste constamment marquée par la violence et la montée des nationalismes. Des États se sont disloqués, des frontières sont contestées, des rêves d'annexion et de purification ethnique animent les esprits et hantent les coeurs.

Invitée à tirer les leçons de tous ces drames et conflits, l'ONU doit prôner et encourager davantage le recours par les États au principe du règlement pacifique des différends. Certes, l'Organisation a, au cours de ces dernières années, marqué toute son utilité, notamment dans les domaines humanitaire et du maintien de la paix. Mais l'absence de volonté d'agir promptement paralyse parfois son action. Cette paralysie, révélatrice des carences profondes du système de sécurité collective prévu par la Charte, est surtout due au refus de nombreux États Membres de s'engager réellement en faveur de la paix en dépit des responsabilités particulières que la Charte leur a confiées.

Cela étant, il est clair que pour décider du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité doit être élargi pour s'adapter à l'évolution du monde moderne. Le Togo croit que l'ONU constitue le forum le plus approprié pour un nouvel ordre international, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que pour le règlement pacifique des conflits. C'est pourquoi il soutient ces actions. Il l'a montré notamment dans le cadre des opérations de paix en envoyant au Rwanda, au Sahara

occidental et au Mozambique, des contingents militaires et d'officiers de police pour servir sous les couleurs de l'ONU.

Profondément attaché à la paix et au principe du désarmement général et complet, le Togo se réjouit des nombreux développements positifs intervenus dans ce domaine au cours de ces derniers mois. Mais il continue d'être préoccupé par la prolifération sans cesse croissante des armes conventionnelles, dont les transferts internationaux massifs compromettent dangereusement la réussite d'un désarmement général effectif. Il devient urgent de renforcer le rôle et la capacité d'action des centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, actuellement mal structurés et démunis des ressources tant matérielles qu'humaines nécessaires à leur fonctionnement et au bon rendement que la communauté internationale attend d'eux.

Le cas particulièrement alarmant du Centre régional de l'ONU pour la paix et le désarmement en Afrique, dont mon pays s'honore d'abriter le siège, est assez illustratif et doit être examiné avec soin. Car, paradoxalement, alors que le continent africain est en proie à de violentes et incessantes guerres civiles, qui mettent constamment en péril la paix et la sécurité tant régionales qu'internationales, le Centre, que l'ONU aurait pu valablement prendre à contribution dans la recherche de solutions appropriées à ces conflits, est, à dessein ou par la force des choses, mis à l'écart et son existence est presque ignorée.

S'agissant du problème nucléaire dans la péninsule coréenne, ma délégation se félicite de l'accord récemment intervenu entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis d'Amérique, et salue la disponibilité manifestée par la République populaire démocratique de Corée de se conformer aux dispositions du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Le Togo voit dans cette disposition courageuse adoptée par la partie nord-coréenne le témoignage édifiant de sa ferme détermination à entretenir la paix dans cette région.

L'économie mondiale demeure caractérisée par sa tendance à la stagnation et par la disparité croissante entre le Nord et le Sud.

Au moment où nous nous préparons à entrer dans le troisième millénaire, l'élimination de la pauvreté devrait constituer l'un des principaux objectifs de notre Organisation. Dans ce contexte, le Sommet mondial pour le développement social, que le Gouvernement danois a offert d'abriter en mars 1995 à Copenhague, revêt à nos yeux toute son importance. Le Togo espère vivement que les

États Membres feront preuve de volonté politique et accorderont à ce Sommet, dans un élan de responsabilité collective, toute l'attention requise pour des résultats concrets et pour des décisions pratiques dont la mise en oeuvre devra déboucher sur l'élimination effective de la pauvreté, la création d'emplois réellement productifs et l'intégration totale des couches sociales marginalisées ou exclues.

Les 15 dernières années ont été marquées dans nos pays par de nombreux obstacles à la croissance dont, notamment, la raréfaction des capitaux étrangers, la crise de l'endettement, la baisse constante de l'aide publique au développement, dont le niveau est nettement inférieur à l'objectif de 0,70 % du PNB fixé et vivement recommandé par les Nations Unies, l'ensemble donnant lieu à une pauvreté généralisée aggravée par des programmes d'ajustement structurel aux effets sociaux insupportables.

La part de l'Afrique dans le commerce mondial est en constante régression, et les récents accords de Marrakech, issus des longues et difficiles négociations internationales de l'Uruguay Round, loin de satisfaire aux attentes des pays en développement en général et de ceux d'Afrique en particulier, sont plutôt de nature à donner lieu à de nouveaux déséquilibres dans les échanges internationaux, déséquilibres que même les 10 prochaines années ne suffiront pas à corriger.

À cet égard, l'Agenda pour le développement que nous propose le Secrétaire général de notre Organisation est perçu par ma délégation comme une initiative qui vient à son heure car susceptible d'offrir l'opportunité d'engager un processus de dialogue constructif et d'une mobilisation politique en vue de créer un partenariat véritable et équitable pour un meilleur examen des questions de développement.

Avec le Groupe des 77 et la Chine, le Togo appuie fortement l'idée que cet Agenda doit édifier un consensus international en faveur de la libéralisation globale du commerce, d'une part, comme moyen effectif pour une coopération internationale pour le développement, et, d'autre part, pour donner une impulsion nouvelle aux efforts déployés durant la dernière décennie en vue d'éviter les politiques protectionnistes.

La transition de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) vers l'Organisation mondiale du commerce, pour s'opérer sans heurts, doit prévoir un mécanisme chargé de fournir une compensation aux pays en développement affectés par le nouveau régime. Dans cet ordre d'idées, la mise en application du Nouveau Program-

me des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF), adopté par l'Assemblée générale en 1991, du Plan d'action et de la Déclaration de Paris pour le développement des pays les moins avancés dans les années 90, adoptés en 1990, devrait viser à notre avis la réalisation et l'accroissement du volume des ressources de l'aide publique au développement, la promotion du respect des engagements souscrits pour des ressources nouvelles et additionnelles en faveur de la coopération internationale, un allègement plus grand de la dette, voire son annulation. Il serait souhaitable que soient adoptées des politiques qui assureraient notamment un flux adéquat de financement concessionnel aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, une stimulation des autres flux de capitaux, y compris les investissements directs et un renversement de la tendance négative des flux financiers, la création de mécanismes et l'allocation de ressources liées au développement.

Le développement durable, on ne le dira jamais assez, constitue un préalable incontournable pour une paix durable; le droit au développement devra être traité dorénavant comme l'un des droits fondamentaux de l'homme et, à ce titre, bénéficier de la plus haute attention de la communauté internationale. Dans cet ordre d'idées, mon gouvernement espère qu'outre les résultats de la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire du 5 au 13 septembre dernier, les travaux du Sommet mondial pour le développement social, ceux de la quatrième Conférence internationale sur les femmes, prévue à Beijing en septembre 1995, et de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (HABITAT II) prévue à Istanbul, du 3 au 14 juin 1996, aideront à faire éclore au niveau international un esprit de responsabilité collective et une volonté politique nécessaires en vue de parvenir à la mobilisation des ressources adéquates indispensables pour le plein épanouissement des sociétés en développement.

Le programme Action 21 et la Déclaration de Rio constituent un grand pont sur la voie du développement durable et de la protection de la terre contre les dangers qui la menacent. Voilà ce qui justifie l'engouement et le sérieux qui, il y a deux ans, animaient encore chacun des participants à la Conférence. Aujourd'hui, il est regrettable de constater que les résultats de ce sommet historique tardent à être traduits dans les faits. Aucun progrès notable n'est encore enregistré dans la mise en oeuvre des recommandations contenues notamment dans le Programme d'action. Il est temps que les États et la communauté internationale mettent tout en oeuvre, aux niveaux national, régional et international, pour rendre effectifs les engagements pris à Rio en faveur du développement durable.

Le Gouvernement togolais se félicite de l'entrée en vigueur de la Convention-cadre sur les changements climatiques et se réjouit tout particulièrement de la conclusion d'un autre instrument juridique de portée mondiale, la Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification en particulier en Afrique, adoptée par le Comité intergouvernemental de négociation à Paris en juin 1994. Le Togo, heureux d'avoir pris part au processus de négociation, engagera dans les jours à venir les procédures de signature et de ratification. Il invite à cet effet tous les États Membres de l'ONU à faire de même en vue de l'entrée en vigueur dès que possible de cette convention et des instruments connexes.

Devant de nombreux et redoutables défis, qui se posent à l'humanité face à un avenir incertain, une prise de conscience s'impose afin de voir en face nos obligations morales. Il importe dès à présent de circonscrire et de rectifier les faiblesses ainsi que les manquements de notre Organisation. Les réformes en cours sont indispensables, mais elles ne doivent pas être un moyen de conférer une influence encore plus grande que par le passé aux grands pays et aux puissances les plus riches du monde. Cette prise de conscience doit également aider à définir la manière d'établir à l'avenir les relations entre les nations, et nos préoccupations du moment doivent impérativement prendre en compte les causes de la disparité de niveaux de vie entre le Nord et le Sud. Il n'y a pas d'effet sans cause et nier le principe de causalité revient à déplacer les problèmes sans jamais les résoudre.

Seule une attitude fondée sur l'action, la justice et la solidarité internationale pourra éviter au monde un conflit qui, autrement, deviendrait tôt ou tard inévitable. S'attaquer par conséquent aux causes profondes des problèmes de l'heure, c'est chercher ensemble les solutions qui permettront aux hommes, aux femmes et aux enfants de vivre décemment et en toute liberté, sans crainte d'être écrasés par le chômage, la misère et la faim. Cela permettrait également de protéger la dignité de l'homme et de sauvegarder sa sécurité.

Le monde de demain devra être celui où toutes les nations et tous les citoyens s'interdiraient d'écouter la voix de leurs intérêts personnels quand ceux-ci sont contraires à l'intérêt général, un monde où nations et peuples trouveront satisfaction dans ce qui pourrait servir non seulement à leur avantage propre mais en même temps à celui de tous.

Puisse, sous la direction de son Président, la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale contribuer à

lever ces inquiétudes et à définir les voies et moyens susceptibles de nous aider à aplanir le chemin de l'avenir. C'est le souhait le plus ardent de ma délégation.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Jamaïque, S. E. l'Honorable Paul Robertson.

M. Robertson (Jamaïque) (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit permis, au nom du Gouvernement et du peuple de la Jamaïque, de transmettre nos plus vives félicitations à M. Amara Essy pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session. Je tiens à l'assurer de l'appui et de la coopération sans réserve de la délégation de la Jamaïque au long des débats qui auront lieu sur les nombreuses questions importantes soumises à l'Assemblée.

Je saisis également cette occasion pour féliciter l'Ambassadeur Insanally, du Guyana, pour la façon compétente et novatrice dont il a présidé la quarante-huitième session. Dans la région des Caraïbes, nous sommes fiers, à juste titre, de ses contributions aux délibérations de l'Assemblée.

L'année dernière, j'ai souligné que la communauté internationale se trouvait à la croisée des chemins, car nous devons faire face non seulement à des questions relatives au progrès économique mais également à un climat lourd de conflits et de luttes. Ce point de vue continue d'être empreint d'optimisme, optimisme fondé sur la certitude que l'ancien ordre politique et militaire est révolu et que l'histoire, pour la deuxième fois en moins de deux générations, nous a fourni l'occasion de nous engager dans un processus d'instauration du consensus international. Il s'agit d'une tâche à la fois passionnante et écrasante, particulièrement pour un petit État insulaire comme la Jamaïque, dont la foi dans le multilatéralisme et l'ONU reste inébranlable.

Le défi le plus important que nous avons à relever est de faire de l'Organisation un instrument plus efficace pour la paix et le développement. L'Organisation doit faire face à toute une série de nouveaux problèmes, tels que l'assistance humanitaire d'urgence, le maintien de la paix, l'instauration de la paix, le développement et la reconstruction à la suite de conflits. L'année dernière a été marquée par une grande misère humaine et de terribles bouleversements en Haïti, dans les mers de la région des Caraïbes, au Rwanda, dans les camps de réfugiés du Zaïre et de Tanzanie, en Bosnie et en Afghanistan. Leurs causes profondes sont d'ordre politique, social et économique. L'Organisation des Nations Unies peut et doit examiner ces situations et d'au-

tres encore en tenant compte du caractère indivisible du processus politique, économique et social.

L'Organisation et ses ressources, la volonté et la clairvoyance de ses Membres doivent se mobiliser pour répondre aux impératifs du développement social et économique. Nous devons chercher à promouvoir une ère nouvelle de coopération internationale pour la sécurité de l'humanité tout entière.

Le caractère mondial de ce défi est incontournable. Il est clair aujourd'hui qu'aucun État ne peut à lui seul enrayer l'expansion de la dégradation et de la pollution de l'environnement, les migrations transnationales et les maladies telles que la pandémie du sida. La mondialisation économique et la libéralisation concomitante du commerce et des flux financiers relient aujourd'hui les économies développées et les économies en développement, le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Les solutions mondiales et les stratégies coordonnées doivent par conséquent être à l'origine de nos actions.

La mondialisation ouvre de nouvelles perspectives, mais également crée de nouveaux dangers. En dépit de la tendance générale vers une gestion économique améliorée, les disparités économiques s'aggravent. Les pays en développement sont maintenus en marge des tendances à la croissance dans l'économie internationale, ce qui préoccupe la Jamaïque, car, à l'instar d'un grand nombre d'autres pays en développement, nous avons accordé, en matière de développement, une haute priorité à la croissance fondée sur les exportations et nous cherchons à attirer les flux d'investissements. Des programmes d'ajustement structurel ont également été entrepris au prix de gros sacrifices dans le domaine social. La contribution apportée par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées dans des domaines tels que la création d'institutions, l'allègement de la pauvreté, l'accroissement de la productivité, le développement et le financement des petites entreprises, et la mise en valeur accrue des ressources humaines, continue d'être un élément essentiel pour le renforcement du potentiel de production des pays en développement; ce qui, à son tour, permettra à nos pays de mieux bénéficier des avantages d'une économie globale libérale et de plus en plus organique, et d'y participer de façon plus efficace.

L'Organisation des Nations Unies doit maintenant s'attaquer avec dynamisme à la mise en oeuvre d'un agenda pour le développement. Un agenda pour le développement digne de ce nom doit fixer des priorités dans les programmes et les ressources qui répondent aux défis que pose la situation internationale aux pays en développement. Ces

priorités doivent tenir compte de tous les problèmes pour lesquels on n'a pas encore trouvé de solutions multilatérales adéquates. Cela inclut : le fardeau de la dette; les flux insuffisants d'aide publique au développement; la fuite débilante des cerveaux; le transfert inversé de ressources vers les institutions financières multilatérales; les coûts sociaux de l'ajustement structurel; les barrières tarifaires non transparentes; et enfin les mesures protectionnistes qui restent en place dans les pays industrialisés et qui désavantagent les produits des pays en développement en dépit de l'accélération des tendances générales vers la libéralisation des échanges de biens et de services. Cet agenda doit renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'élaboration et de la coordination de politiques économiques internationales. Il doit chercher à resserrer les liens entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods.

Cette année marque le cinquantième anniversaire de la fondation du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les deux institutions de Bretton Woods créées sous les auspices des Nations Unies. Je voudrais souligner que nous devons continuer à nous pencher sur les rôles et les politiques de ces institutions. Nous devons procéder aux changements qui s'imposent à la lumière de cinq décennies d'expérience afin d'améliorer les perspectives de croissance et de développement des pays en développement, — changements qui peuvent être effectués sans compromettre la santé ni la vitalité de l'économie internationale, ni l'intégrité fiscale de ces institutions. Les principaux pays développés devraient revenir sur leur opposition à des propositions sérieuses de changement qui ont été présentées à plusieurs reprises par les pays en développement, propositions qui vont de l'augmentation de la liquidité internationale à des périodes d'ajustement plus longues. Au fil des ans, le Fonds monétaire international est passé du contrôle d'un système de taux de change fixe à l'assistance aux pays en développement qui traversent des crises financières, tandis que la Banque mondiale a fait la transition de la reconstruction de l'après-guerre vers le financement du développement dans le tiers monde. Le temps est venu de réexaminer leurs rôles respectifs, compte tenu de la nouvelle dynamique globale et des modèles en mutation du commerce et de l'investissement. Le Fonds et la Banque doivent s'adapter rapidement au système économique global en vigueur s'ils veulent continuer de jouer un rôle dans le monde contemporain.

Deux conférences importantes ont eu lieu cette année, qui ont retenu l'attention de la communauté internationale et lui ont offert des possibilités d'action. À la Barbade, la Conférence mondiale sur le développement durable des

petits États insulaires en développement a adopté un programme d'action qui demande maintenant l'appui et l'assistance du système des Nations Unies et de la communauté des donateurs afin d'être mis en oeuvre rapidement et efficacement. La Conférence internationale sur la population et le développement qui vient de se terminer au Caire a produit un document historique qui met en relief le lien inextricable qui existe entre la population, la croissance économique durable et le développement viable. L'année prochaine, à Copenhague, le Sommet mondial pour le développement social s'efforcera d'adopter une approche globale pour l'élimination de la pauvreté, la génération d'emplois productifs et le renforcement de la réinsertion sociale. Nous nous rencontrerons également à Beijing dans le cadre de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes pour continuer à mettre en place les mesures susceptibles de créer un environnement favorable à l'épanouissement des femmes. La Jamaïque participera activement à ces processus importants.

J'ai choisi d'entrée de faire porter mon propos sur ce que la Jamaïque considère comme les impératifs et les priorités de l'Organisation des Nations Unies en matière de développement, car nous sommes convaincus que la voie menant au développement et celle qui mène à la paix est une seule et même voie. La Jamaïque appuie pleinement un système commercial ouvert, non discriminatoire, régi par des règles transparentes et doté d'un mécanisme efficace de règlement des différends. Nous attendons donc la mise en oeuvre des conclusions de l'Uruguay Round et la création de l'Organisation mondiale du commerce. Nous travaillerons activement dans le cadre de la nouvelle organisation pour assurer la promotion du développement par le commerce, en accordant une importance particulière aux dispositions des conclusions de l'Uruguay Round qui cherchent à mettre en place un régime juste et équitable dans le contexte général d'un programme de libre-échange.

La communauté internationale et ses institutions sont dynamiques. Nous avons le choix entre procéder activement au changement qui s'impose inévitablement avec le temps, ou se contenter de réagir aux événements. La création de l'Organisation mondiale du commerce est un exemple des importants projets que met sur pied la communauté internationale. Mais il en existe un autre — vraiment historique : la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Comme nul ne l'ignore, la Convention, qui établit un mécanisme de régulation des océans, des mers et de leurs ressources, entrera en vigueur le 16 novembre prochain. La réunion inaugurale de l'Autorité internationale des fonds marins se tiendra à Kingston à cette même date. Ce sera à la fois une fin et un commencement. L'événement

marquera la fin d'un processus qui a débuté il y a près de 20 ans et le commencement d'un nouveau chapitre historique dans les relations juridiques et économiques internationales.

La réunion inaugurale portera création de l'Autorité internationale des fonds marins. La Jamaïque s'enorgueillit d'être le pays hôte de cette importante organisation qui a pour responsabilité de réglementer et d'exploiter la base de ressources la plus vaste du monde. Soulignons toutefois que le succès de l'Autorité exigera la coopération de toutes les parties intéressées si l'objectif d'universalité doit être assuré. Il est important que l'Autorité dispose des ressources nécessaires pour pouvoir fonctionner efficacement et d'une manière conforme aux principes et aux pratiques appliquées dans les institutions de l'ONU.

Je tiens une fois encore à rendre hommage à tous ceux qui ont contribué à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, à sa ratification et à la création de l'Autorité internationale des fonds marins.

Nous invitons tous les États à participer à l'événement exceptionnel que constitue la tenue à Kingston, du 16 au 18 novembre, de la réunion inaugurale de l'Autorité. Nous nous réjouissons d'accueillir le Secrétaire général de l'Organisation, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, qui a aimablement accepté l'invitation à cette réunion inaugurale que lui a adressée le Gouvernement de la Jamaïque.

Depuis que j'ai pris la parole l'an dernier devant cette instance, la République sud-africaine a retrouvé son siège à l'Assemblée générale. L'instauration d'un Gouvernement majoritaire dans ce pays, sous la direction du Président Nelson Mandela, est un événement historique dont la communauté internationale tout entière s'enorgueillit à juste titre. Le démantèlement de l'apartheid a été la conséquence de la longue et vaillante lutte du peuple sud-africain. C'est également la victoire du multilatéralisme et un rappel important du rôle crucial que peuvent jouer des organisations multilatérales comme l'Organisation des Nations Unies dans le règlement de questions internationales épineuses. Le Gouvernement et le peuple de la Jamaïque souhaitent la bienvenue à une Afrique du Sud non raciale et démocratique au sein de la communauté internationale des nations.

Dans notre région, la situation en Haïti préoccupe beaucoup la Jamaïque ainsi que nos partenaires de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Il a fallu mettre un terme à l'abus flagrant des droits de l'homme, qui a entraîné la mort d'Haïtiens à l'intérieur du pays, mais égale-

ment d'un grand nombre d'autres parmi ceux qui ont tenté de fuir sur des embarcations de fortune.

Nous nous félicitons de l'évolution récente de la situation en Haïti et de la réaffirmation par la communauté internationale de son attachement à l'Accord de Governors Island. On ne saurait déroger aux instruments fondamentaux auxquels nous avons souscrit. Dans la résolution qu'il a adoptée récemment, le Conseil de sécurité adresse un message très ferme aux autorités militaires, à savoir que la communauté internationale n'acceptera rien d'autre qu'un retour rapide du Président légitimement élu, la restauration de l'autorité constitutionnelle du Gouvernement haïtien, la réforme de l'armée et des forces de police et la création d'institutions démocratiques durables. La Jamaïque, de concert avec plusieurs partenaires de la CARICOM, contribue à ce processus en participant à la force multinationale et à la Mission des Nations Unies en Haïti.

Les événements en Haïti ont mis en exergue la sagesse de la philosophie des pays de la région des Caraïbes pour lesquels le maintien de la paix et de la stabilité, dans le contexte des institutions et des pratiques démocratiques, doit constituer la base essentielle du développement de notre région. Dans le cadre plus large de l'Amérique latine et de la région des Caraïbes, nous nous employons activement à renforcer et à élargir la coopération entre nos pays. La création en juillet dernier de l'Association des États des Caraïbes a été un événement historique qui consolide davantage encore la collaboration et la coopération.

Dans l'intérêt de la région tout entière, nous souhaitons que s'instaure entre Cuba et les États-Unis un dialogue soutenu de nature à aboutir à un compromis, ce qui permettra la réintégration définitive et totale de Cuba dans la région et au sein de la communauté de l'hémisphère. La Jamaïque se félicite de l'appel lancé par le Groupe de Rio, lors de son huitième sommet qui s'est récemment tenu, en faveur de la levée de l'embargo commercial imposé à Cuba.

Les perspectives commerciales et économiques des pays de la région ne peuvent être renforcées que si la priorité est accordée aux relations régionales et hémisphériques et que si des organisations régionales et sous-régionales comme la CARICOM et l'ACS nouvellement créée, ainsi que des arrangements comme l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), voient leur rôle présent et futur s'accroître. Dans le cas de l'ALENA, que nous appuyons fermement, la Jamaïque et les autres participants au Programme d'initiative du bassin des Caraïbes (CBI) continuent d'encourager l'adoption par le Congrès américain du Programme commercial intérimaire, qui compenserait

sensiblement les conséquences négatives des conditions actuelles d'accès en vertu du CBI.

Force m'est de revenir à la fin de mes commentaires à la mission de notre Organisation : la paix et le développement. On n'a guère de raisons d'être satisfait lorsqu'on sait que, depuis 1945, 20 millions de personnes ont péri dans des guerres et autres conflits. Il est troublant et instructif d'apprendre que quelque 80 millions de personnes vivent à présent en terre étrangère et qu'un million de personnes immigrent à titre permanent chaque année, alors qu'un autre million recherche l'asile politique en fuyant la pauvreté et les conflits intérieurs. Les flux sans cesse croissants de réfugiés et de personnes déplacées à travers le monde menacent la paix et la stabilité et exacerbent les tensions et conflits entre des pays et dans des régions entières. Nous devons renforcer la coopération internationale dans ce domaine et rationaliser les procédures nationales et internationales en vue de faire face à ce grave problème.

Afin d'être fidèle à sa mission, l'ONU doit s'employer à éliminer la misère et la guerre. C'est pourquoi ma délégation est profondément convaincue que cette Organisation devrait devenir de plus en plus active dans la promotion du développement à long terme, qui demeure le fondement indispensable d'une paix authentique et durable. Les Nations Unies ne doivent pas s'écarter de cet aspect de leur mission.

Le réalignement militaire et idéologique des récentes années a créé de nouvelles possibilités pour la paix. Mais cette évolution sans précédent doit s'appuyer sur des réformes institutionnelles et de nouvelles approches de notre part. Ces réformes institutionnelles doivent inévitablement inclure la réforme du Conseil de sécurité, organe principal chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales. À cet égard, la Jamaïque appuie fermement l'appel lancé en faveur de son élargissement. Nous pensons que le Conseil de sécurité doit être réellement représentatif pour être pleinement efficace.

Les dépenses en matière d'armements continuent d'absorber des ressources et de détourner des sommes très importantes des besoins liés au développement humain dans les pays développés et ceux en développement. Les réductions militaires, en particulier des pays en développement, n'ont pas encore atteint l'élan envisagé à la fin de la guerre froide. Les Nations Unies ont un rôle légitime à jouer dans l'aide technique et autre à apporter aux pays en développement et autres pays pour qu'ils affectent à des fins civiles les ressources humaines et matérielles utilisées à des fins militaires. Nous notons que les membres permanents du Conseil de sécurité sont également les principaux exporta-

teurs d'armes conventionnelles dans le monde. Il s'agit là d'une question qui devrait être abordée dans le dessein de réduire les exportations d'armes et d'utiliser les ressources ainsi épargnées pour répondre aux besoins qu'exigent le développement et la paix.

Je ne saurais terminer sans évoquer le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, qui sera célébré l'an prochain. Alors que nous nous préparons tous à cette occasion historique, nous devons songer qu'elle est en soi la justification des principes qui sont le fondement de l'Organisation. Si nous voulons survivre au-delà de cet événement marquant, nous devons demeurer attachés à ces principes.

Le Président : Je donne à présent la parole au Secrétaire d'État aux affaires étrangères et politiques de la République de Saint-Marin, S. E. M. Gabriele Gatti.

M. Gatti (Saint-Marin) (*parle en italien; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation*) : Je me demande comment les historiens jugeront la dernière décennie de ce siècle et ce que les futures générations liront sur ces années. D'après moi, nous vivons une époque intense, pleine de défis ardues et de grandes espérances pour la paix.

La mise en place de l'administration de l'Autorité nationale palestinienne à Jéricho a suscité de grands espoirs en ce qui concerne l'avenir pacifique.

Les nombreuses crises et guerres soudainement apparues récemment ainsi que la résurgence et l'intensification d'autres plus anciennes en de nombreux points de la planète requièrent l'implication et l'intervention de la communauté internationale. Permettez-moi également de souligner que non seulement cette intervention doit être ferme mais qu'elle doit aussi être légitime et impartiale. En vue de restaurer la paix, la communauté internationale doit agir impartialement, en respectant les raisons légitimes et en s'opposant à celles qui sont illégitimes, en tenant dûment compte de l'homme et de la dignité humaine.

Du sommet de notre Mont-Titano, lorsqu'il fait beau, nous pouvons apercevoir la côte de l'ex-Yougoslavie. Au quatrième siècle, le fondateur de Saint-Marin a fui cette côte pour échapper aux persécutions religieuses.

Aujourd'hui, je lance, depuis cette tribune, au nom du peuple de Saint-Marin, un appel à la paix pour ces régions déchirées, pour Sarajevo, et pour que des droits égaux soient reconnus à tous les êtres humains, sans aucune

distinction et pour que ceux qui sont privés de leur droit à la vie recouvrent la dignité.

L'intérêt suscité dans l'opinion publique par l'importante Conférence sur la population et le développement, qui a réuni des représentants de nombreux pays au Caire en vue de régler quelques-uns des problèmes qui freinent le développement équitable et équilibré de tous les peuples, a diminué. Les décisions prises durant cette conférence, dont les objectifs ont été déformés et mal interprétés, ne constituent qu'un petit pas en avant. Cependant, il est encourageant de noter qu'il a été généralement reconnu que nos préoccupations communes ne peuvent et ne doivent pas porter uniquement sur une réduction nécessaire de l'accroissement rapide de la population. Tous les problèmes liés à cette question doivent être examinés afin d'assurer à tous le droit à la vie, à une bonne santé et à un développement libre, ainsi que le droit de disposer de leurs ressources comme ils l'entendent.

La République de Saint-Marin a participé à la Conférence organisée en Égypte, convaincue qu'elle avait le devoir d'offrir sa contribution. Mes concitoyens sont bien conscients qu'un petit pays comme le nôtre ne sera jamais en mesure de jouer un rôle déterminant dans les choix à faire et les décisions à prendre. Néanmoins, notre politique étrangère est claire et reflète nos traditions historiques profondément enracinées.

M. Vilchez Asher (Nicaragua), Vice-Président, assume la présidence.

Conformément à la politique adoptée, nous nous sentons obligés d'appeler au respect des droits de l'homme et de la dignité humaine, ce qui suppose le libre choix, le droit au développement, le progrès démocratique, l'égalité, des chances égales et le droit de vivre en paix.

Il semble que les Nations Unies aient chargé les conférences du Caire, de Copenhague et de Beijing d'esquisser une solution pratique à tous les problèmes liés au développement social et au statut de la femme.

Il est clair qu'en proclamant 1994 Année internationale de la famille, l'Assemblée générale a fait un choix précis et mûrement réfléchi. En prenant cette décision, l'Assemblée a voulu honorer une composante essentielle de la société, persuadée que la famille, la plus petite démocratie au centre de la société, est le premier et le plus important élément de la structure de n'importe quel pays et que tous les États doivent lui accorder une attention spéciale. Dans le contexte national et international, caractérisé par la phase critique

que traversent les valeurs, par des difficultés économiques et sociales toujours plus nombreuses et par l'absence de modèles pour les jeunes, la famille, avec ses diverses composantes historiques, culturelles et religieuses, représente le dernier espoir de l'humanité.

Dans ce contexte, tous les gouvernements ont pour tâche primordiale d'élaborer des politiques propres à aider la famille et ses éléments tout en respectant son autonomie et son caractère propre. La République de Saint-Marin estime que toutes les questions relatives à la famille revêtent une extrême importance, et elle a récemment pris de nouvelles mesures pour protéger la maternité et la paternité, qui s'ajoutent aux lois déjà en vigueur. Le développement pour tous auquel chacun de nous aspire puise ses racines dans la famille, le respect de la famille et au sein de la famille, ce qui signifie dans la pratique l'égalité des sexes et l'égalité de la dignité entre les hommes et les femmes.

D'autre part, le développement et sa répartition équitable ne sont possibles que si les projets mis au point à cet égard comprennent la sauvegarde de l'environnement. Trop souvent, la protection de l'environnement naturel est sacrifiée pour des raisons nationales et économiques, qui portent atteinte aux intérêts d'autres peuples et au bien-être commun. Les pays les plus riches et les plus industrialisés détruisent systématiquement l'environnement naturel, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est nécessaire et approprié d'ajouter la question de l'environnement à celles de la paix, de la croissance économique, de la justice sociale et de la démocratie à l'Agenda pour le développement — proposé par le Secrétaire général pour trouver une solution aux problèmes qui se poseront à notre planète au cours du siècle prochain.

Dans mon pays, en particulier, où la protection du territoire revêt une importance fondamentale du fait de sa petite taille, l'opinion publique en général et les jeunes en particulier sont extrêmement sensibles aux problèmes de l'environnement et demandent que les choix qui sont faits dans ce domaine respectent les intérêts de la communauté et de la personne dans un véritable esprit de solidarité. À Saint-Marin, nous avons créé une fondation pour l'environnement dont les programmes sont très ambitieux et nous espérons pouvoir compter sur la coopération et l'appui des Nations Unies à l'avenir.

Nous reconnaissons tous que le développement économique va de pair avec le développement social. Il est grand temps pour tous les États d'adopter des politiques sociales

adéquates et de mettre en place des structures pour venir en aide aux groupes les plus pauvres et les plus vulnérables de la population. Malheureusement, le chômage, la pauvreté, l'insécurité économique pour les personnes âgées et l'exploitation des travailleurs restent une tragique réalité.

Mon appel à la solidarité mondiale n'a rien de rhétorique. La solidarité doit prendre la forme non pas d'un simple partage spirituel, mais aussi, et surtout la forme d'une aide substantielle de la part des pays riches aux pays pauvres, d'une solidarité des classes aisées avec les classes défavorisées, d'une protection sociale ainsi que de chances et de droits égaux. La solidarité ne revient pas seulement à apporter une aide substantielle, mais elle implique aussi la tolérance — noble sentiment qui a bien du mal à s'épanouir.

Nous sommes toujours les témoins étonnés d'odieuses attitudes antisémites, xénophobes et racistes, qui montrent que la culture de tolérance, de dialogue et de respect reste à développer à tous les niveaux. L'idée est pourtant élémentaire : tous les hommes sont égaux et personne ne peut prétendre être supérieur. Toutefois, le respect d'autrui semble difficile à obtenir, car il ne peut être imposé par la loi ou par décision gouvernementale. Cet objectif ambitieux ne peut être atteint que par un processus d'éducation de longue haleine, un processus auquel participeront les générations futures et qui exigera des institutions nationales et supranationales qu'elles assument leurs propres responsabilités.

L'Organisation des Nations Unies est certainement en mesure de relever ces défis et d'offrir les solutions appropriées aux États. Le rôle joué par l'Organisation à la veille de son cinquantième anniversaire — un événement que nous célébrerons bientôt — confirme ce que je viens de dire.

La paix et la sécurité internationales, la solution de nombreuses crises internes, le règlement des différends, l'amorce du développement économique et social, le respect des droits de l'homme, l'aide humanitaire, la décolonisation et les autres normes juridiques des relations internationales sont des domaines dans lesquels oeuvre l'ONU. Cependant il est nécessaire de se pencher attentivement sur toutes les réalisations de l'ONU.

L'Organisation, en adaptant ses structures aux circonstances et aux besoins nouveaux, sera en mesure d'oeuvrer plus fermement et d'être le guide dynamique qui fait autorité dont le monde a besoin pour l'avenir.

Saint-Marin attache une importance particulière à la réforme du Conseil de sécurité qui se traduira par une répartition équitable des sièges et une plus grande transparence dans ses travaux. Le bon fonctionnement du Conseil de sécurité, ses relations étroites et coordonnées avec l'Assemblée générale et une représentation élargie au maximum sont les meilleurs moyens de doter l'ONU de l'aptitude à mener sa tâche à bien.

Dans ce contexte, je crois bon de rappeler que les petits États, soucieux et à même d'apporter leur pierre à l'édifice, doivent jouir d'une dignité et de droits égaux, car les grandes puissances comme les diverses petites communautés aspirent à un monde de paix, de démocratie et de plus grande liberté.

Il y a plus de 50 ans, en juin 1944, la guerre mondiale semait mort et destruction jusque sur le rocher neutre de Saint-Marin, qui n'était en rien partie au conflit et où des milliers de malheureux réfugiés, qui avaient tout perdu sauf la vie, sont venus chercher refuge. L'appel à la paix lancé il y a près de 50 ans par les signataires de la Charte de San Francisco conserve aujourd'hui sa dramatique validité. D'aucuns pensent qu'un monde de paix n'est qu'une utopie, et peut-être ont-ils raison. Je n'en demeure pas moins convaincu que chacun doit oeuvrer à contribuer à la réalisation de cette merveilleuse utopie.

Le Président (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Premier Ministre de l'Iraq, M. Tarek Aziz.

M. Aziz (Iraq) (*interprétation de l'arabe*) : Je voudrais transmettre à M. Essy, de la Côte d'Ivoire, nos sincères félicitations à l'occasion de son élection à la présidence de l'Assemblée générale, à sa quarante-neuvième session. Je suis persuadé que son expérience sera un facteur positif pour assurer le succès des travaux de la session.

L'Iraq est l'un des membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. Au cours des cinq dernières décennies, il a pris une part active à toutes les activités de l'Organisation, coopéré de manière effective avec ses divers organes et contribué généreusement à l'Organisation, chaque fois qu'il a été en mesure de le faire. L'Iraq a également adhéré aux décisions prises par cette Organisation, conformément à la lettre et à l'esprit de la Charte.

Sur le plan international, l'Iraq a participé activement et de façon responsable au Mouvement des pays non alignés, à l'Organisation de la Conférence islamique et à la Ligue des États arabes. Au cours des années 70, il a ac-

cordé une assistance et des prêts à des conditions favorables, pour un montant d'environ 10 milliards de dollars, à des pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et centrale. L'Iraq a prôné la justice dans les relations politiques et économiques et a affirmé la nécessité de respecter le droit international. Ces positions de l'Iraq sont connues de tous.

Ce qui préoccupe aujourd'hui mon pays, c'est la nature des relations qui existent au stade actuel entre l'Iraq et le Conseil de sécurité, fondées sur la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, adoptée en avril de cette année, et qui imposait un certain nombre d'obligations à l'Iraq. Ladite résolution est sans précédent parmi toutes les résolutions adoptées par l'Organisation le long de son histoire. C'est ainsi qu'on la conçoit aujourd'hui dans les milieux juridiques et politiques internationaux. Cependant, malgré la nature cruelle et inhabituelle de cette résolution, l'Iraq a informé le Conseil de sécurité qu'il était disposé à s'y conformer dans le cadre des exigences définies par les dispositions de la Charte relatives aux résolutions adoptées en vertu du Chapitre VII.

Depuis cette date, en dépit des conditions très dures que connaît mon pays, en raison de la guerre totale menée contre nous par les États les plus puissants du monde — guerre au cours de laquelle 100 000 tonnes d'explosifs ont ciblé nos installations civiles à travers le pays — et malgré les effets de l'embargo total et extrêmement dur, l'Iraq s'est efforcé d'appliquer la résolution.

En mars 1992, moins d'un an après l'adoption de cette résolution, et en novembre de la même année, nous sommes venus au Conseil de sécurité pour lui exposer les mesures substantielles et sérieuses prises par l'Iraq dans la voie de l'application des dispositions de la résolution 687 (1991). À ces deux occasions, nous avons demandé que ce qui a déjà été réalisé soit considéré de manière positive et équitable, et que des mesures soient prises pour alléger l'embargo total imposé à l'Iraq, et en particulier, pour soulager les souffrances insupportables de 20 millions d'Iraqiens. Cependant, nos demandes n'ont pas été entendues.

Au milieu de l'année 1993, les relations entre l'Iraq d'une part et la Commission spéciale et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'autre part, ont connu une percée dans le domaine d'une coopération positive et constructive, pour assurer la mise en oeuvre de la partie C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, soit les dispositions relatives aux armes prosrites, que la résolution même lie juridiquement à la levée de l'embargo sur les exportations pétrolières.

Dans le cadre de cette coopération, le 26 novembre 1993, nous avons présenté une lettre officielle sur le respect de la résolution 715 (1991) du Conseil de sécurité traitant du contrôle des armements. Ceci, après avoir obtenu l'assurance que l'acceptation officielle par l'Iraq de se conformer à la résolution représentait le moyen le plus rapide d'assurer l'application du paragraphe 22 de la résolution 687 (1991). Cette assurance apparaît de façon claire et catégorique dans le rapport soumis au Conseil de sécurité par le Président exécutif de la Commission spéciale, en annexe au mémorandum du Secrétaire général du 12 octobre 1993. Toutefois, ce qu'on nous avait affirmé n'a pas été respecté.

Au cours des 11 derniers mois, nous avons assisté à des tactiques et des manoeuvres variées cherchant ouvertement à retarder et à faire obstruction au processus, dans le but de différer indéfiniment la levée de l'embargo.

Malgré tout ça et en dépit du fait que la Commission spéciale et l'AIEA aient reconnu officiellement que les autorités irakiennes compétentes continuent à coopérer avec elles, et assuré que des progrès importants ont été accomplis, ce qui a permis de mener à bien les travaux exigés par ces organes pendant plus d'un an, nous nous trouvons toujours dans une situation ambiguë délibérée en ce qui concerne le respect par le Conseil de sécurité de ses obligations aux termes du paragraphe 22 de la résolution 687 (1991), qui autorise l'exportation de produits et denrées de base irakiens, y compris le pétrole.

L'embargo imposé à l'Iraq est le régime le plus complet jamais imposé par le Conseil de sécurité dans toute son histoire. À l'exception des vivres et des médicaments, il inclut absolument tout et affecte tous les aspects de la vie. En conséquence du gel des avoirs irakiens dans les banques étrangères, l'Iraq se voit privé de toutes les ressources financières qui lui permettraient de payer les vivres et les médicaments dont sa population a besoin. Ceci a rendu pratiquement inutiles les exceptions portant sur les vivres et les médicaments.

En outre, le Comité des sanctions, qui s'est vu confier par le Conseil de sécurité la tâche d'autoriser l'importation de matériel en Iraq, a décidé d'adopter la méthode du consensus pour ses prises de décisions. Cependant, dans la réalité c'est exactement l'inverse qui se produit, car c'est la règle de l'unanimité qui s'est imposée.

Il suffit qu'un membre s'y oppose pour qu'une demande d'importation soit rejetée. Il convient de noter que seuls trois membres du Comité se sont constamment opposés à la vaste majorité des demandes d'importations néces-

saies pour répondre aux besoins humanitaires civils. Ce qui a encore aggravé la situation au sein du Comité des sanctions c'est qu'il fonctionne sur la base de procédures qui ne reconnaissent pas les précédents et traite chaque cas séparément. Cela a entraîné la confusion, le désordre et l'ambiguïté au sein du Comité pour évaluer la quantité ou la qualité permise. Il n'est donc pas difficile de voir les conséquences négatives nuisibles de cette méthode de travail du Comité sur l'afflux de denrées humanitaires, qui sont déjà limitées.

Qu'il me soit permis d'évoquer certains exemples frappants. Le Comité des sanctions a refusé, à maintes reprises, de permettre l'importation de lincaux, de crayons, de tissus de tous genres, y compris ceux destinés aux hôpitaux pour fabriquer les draps de lits, les fils de toutes sortes, le papier pour l'impression d'ouvrages scolaires, le cuir, les pneus de voitures, y compris les pneus usagés, les clous; la liste est longue et elle est bien documentée dans le dossier du Comité.

Voilà pourquoi il appartient à la communauté internationale de réfléchir à l'approche du régime de sanctions dans le cadre de la Charte des Nations Unies. Est-il un moyen de parvenir à une fin ou une fin en soi? En outre, quelle est la nature de ce régime? S'agit-il d'un régime punitif ou s'agit-il d'un ensemble de procédures visant à atteindre les objectifs de la Charte, indépendamment des objectifs unilatéraux et des caprices de la politique étrangère des États Membres? Chacun sait que le régime de sanctions adopté au titre de la Charte n'est rien d'autre qu'un ensemble de procédures adoptées pour obtenir des résultats donnés qui débouchent sur la réalisation des buts et principes de l'Organisation des Nations Unies, et que ces procédures n'ont plus leur raison d'être dès que les causes sont éliminées. Où en est-on, par conséquent, de l'application correcte de ces procédures compte tenu de la coopération de l'Iraq et des progrès qu'il a accomplis dans le respect des résolutions du Conseil de sécurité? Ce qui nous paraît clair, c'est que la manière dont les sanctions et l'embargo sont appliqués contre l'Iraq est un processus de vengeance, qui vise à priver la population irakienne — une nation noble qui a apporté une contribution grandiose à la civilisation humaine — des besoins les plus élémentaires de la vie quotidienne.

Les rapports des institutions spécialisées compétentes indiquent la détérioration continue des conditions de vie des citoyens irakiens. Le Gouvernement irakien fournit à chaque citoyen une ration limitée de farine, de riz, de sucre, de thé, d'huile de cuisson, de savon, de lait en poudre pour bébés et de tout autre produit disponible. Cependant, cette

ration ne répond pas aux besoins nutritionnels minimums. Récemment, nous avons été obligés de réduire encore cette ration en raison d'une pénurie de ressources et d'une mauvaise production agricole dues à l'embargo. Voilà pourquoi la grande majorité des citoyens qui ne peuvent acheter ces produits et autres denrées alimentaires, en raison de leurs prix élevés, notamment les produits riches en protéines, souffrent de malnutrition. Cette situation a affecté le bien-être physique de chaque citoyen iraquien.

Malgré les efforts du Gouvernement visant à soutenir et à développer le secteur agricole, celui-ci reste en butte à de graves difficultés dues à l'embargo, par exemple, la pénurie de pesticides, d'insecticides, d'appareils et d'équipement agricoles, de pompes hydrauliques et d'engrais chimiques. Nous n'avons pas les moyens financiers de compenser ces pénuries; et même quand nous disposons de quelques moyens pour acheter ces produits et matériels agricoles, le Comité des sanctions fait promptement obstruction à leur importation.

La Mission conjointe de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial, qui s'est rendue en Iraq en juin 1993, a indiqué dans le bulletin mensuel de la FAO, *Alerte spéciale*, No 237 (1993), l'ampleur du danger que les conséquences du blocus font peser sur les capacités agricoles de l'Iraq et qui ont résulté en perte de sécurité alimentaire, privations aiguës, faim chronique et malnutrition endémique pour la vaste majorité de la population. De même, le troisième rapport spécial de la FAO, de mai-juin 1994, traite des graves problèmes que la pénurie de produits agricoles pose à la fourniture de vivres et aux cultures en Iraq. Dans ce rapport, il est également dit que ces problèmes ne sauraient être résolus par la fourniture d'aide alimentaire et que la solution permanente à la crise alimentaire actuelle réside dans le redressement de l'économie iraquienne qui ne peut être réalisé sans la reprise de ses activités commerciales internationales. Il y est également dit que le système de rationnement utilisé par le Gouvernement iraquien, bien qu'il fonctionne très bien, ne fournit que la moitié des calories nécessaires, dont le citoyen iraquien disposait avant l'imposition des sanctions.

Dans le secteur de la santé publique, les services de santé se sont détériorés après avoir été relativement parmi les plus perfectionnés du monde. Le taux de mortalité est en hausse en raison de la pénurie de médicaments et de la détérioration de l'équipement médical; on a compté 384 022 décès d'août 1990 à mars 1994. Le taux de mortalité infantile a également augmenté et 126 décès sont rapportés sur

1 000 enfants nés tandis que pendant la période 1985-1990, ce nombre n'était que de 32.

D'aucuns prétendent que le Gouvernement iraquien est lui-même responsable de la pénurie de vivres, de médicaments et d'autres produits essentiels dont souffre le peuple sous prétexte qu'il a refusé d'accepter les résolutions 706 (1991) et 712 (1991) du Conseil de sécurité. Ces allégations sont une duperie pure et simple.

Un examen d'ensemble juste et objectif des modalités adoptées dans le cadre de ces deux résolutions nous amènerait à conclure qu'elles représentent un programme politique visant à violer la souveraineté de l'Iraq, à s'ingérer dans ses affaires intérieures et à diviser son peuple selon des critères ethniques et sectaires, et non à satisfaire les besoins humanitaires de la population de l'Iraq. Tout au long de cinq séries de pourparlers avec le Secrétariat général, à Vienne et à New York, en 1992 et 1993, nous avons cherché à parvenir à un arrangement acceptable en vue de satisfaire les besoins humanitaires civils de notre peuple. Cependant, tous les efforts soutenus qui ont été faits n'ont pas abouti à une solution appropriée ni réussi à éliminer les objectifs du programme politique partial en raison des pressions exercées par les États-Unis. Au cours de ces entretiens, — paradoxe des plus ironiques — des experts pétroliers et bancaires qui faisaient partie de la délégation de l'ONU ont reconnu que les dispositions adoptées dans les deux résolutions susmentionnées n'étaient absolument pas habituelles dans les domaines pétrolier et bancaire.

Pourrait-il être jugé raisonnable par quiconque dans l'industrie pétrolière que la signature d'un contrat d'exportation de pétrole nécessite pas moins de 30 étapes de procédure? Les Membres se rendent-ils compte que les arrangements bancaires stipulés dans les deux résolutions négligent totalement l'existence d'un secteur bancaire développé en Iraq? Se rendent-ils également compte qu'un simple contrat pour l'importation de vivres ou de médicaments exige pas moins de 20 formalités bureaucratiques pour que ces produits arrivent en Iraq, et que, même après leur arrivée, ces produits sont soumis au contrôle de centaines d'observateurs de l'ONU, à partir du moment où ils quittent la frontière iraquienne jusqu'à ce qu'ils parviennent aux consommateurs? C'est là la véritable nature des résolutions 706 (1991) et 712 (1991); elles n'ont jamais eu pour objet de satisfaire les besoins humanitaires du peuple iraquien.

Au cours des réexamens périodiques effectués tous les 60 jours par le Conseil de sécurité, dont le dernier en date a eu lieu le 14 septembre dernier, les États-Unis ont proféré diverses accusations fausses contre l'Iraq afin de justifier

leur position consistant à retarder indéfiniment la levée des sanctions. Nous estimons utile de mentionner quelques exemples de ces accusations afin que l'Assemblée générale ait une idée claire de la situation.

Les États-Unis accusent l'Iraq de n'avoir coopéré avec le Conseil de sécurité que de manière sporadique, sélective et opportuniste. Cette accusation ne repose sur aucun fondement. Il est bien connu que l'Iraq a accepté de respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et s'est constamment efforcé d'en appliquer les dispositions de manière juridique juste. La majorité des membres du Conseil de sécurité ne s'associent pas aux États-Unis pour une telle accusation.

Les États-Unis accusent également l'Iraq de ne s'être acquitté que partiellement et en protestant de ses obligations relatives aux armes interdites. Les faits démontrent toutefois le contraire, comme l'indiquent clairement les rapports de la Commission spéciale et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), notamment ceux qui ont été publiés depuis juillet 1993. Le dernier de ces rapports, figurant dans le document S/1994/860, signale que

«la Commission spéciale et l'AIEA ont noté avec satisfaction la coopération constructive qu'elles ont reçue de l'Iraq et les efforts déployés par les autorités irakiennes compétentes dans l'accomplissement de leurs tâches.» (S/1994/860, par. 6)

Entre autres accusations, on a prétendu que le Gouvernement iraquien a coupé l'électricité dans certaines zones des provinces du nord de l'Iraq. Ceux qui lancent cette accusation feignent d'ignorer le fait que l'embargo global imposé à l'Iraq ne permet pas au Gouvernement de disposer de ressources financières suffisantes pour importer les pièces détachées et l'équipement nécessaires au maintien de l'approvisionnement en électricité dans le pays. De plus, les accusateurs sont ceux-là mêmes qui s'opposent constamment, au sein du Comité des sanctions, aux demandes irakiennes d'importation de matériel pour l'entretien du réseau électrique, toutes les fois où l'Iraq dispose de quelques ressources à cette fin.

Les États-Unis accusent aussi le Gouvernement iraquien d'assécher les marais situés dans la partie méridionale du pays, dans le cadre d'un programme politique d'opposition à la population de la région, prétextant qu'en agissant ainsi il détruit son patrimoine culturel et cause du tort à l'environnement. J'affirme une fois de plus que cette accusation est fausse et absolument contraire au sens de l'objec-

tivité qu'on s'attend à trouver chez un membre permanent du Conseil de sécurité.

La vérité est que le Gouvernement iraquien a entrepris de vastes projets d'irrigation dans la partie méridionale du pays, y compris dans la région des marais, pour réduire la salinité de l'eau et du sol, qui constitue un problème en Iraq central et méridional, afin d'accroître la quantité de terres arables. La planification de ces projets remonte à l'époque du Conseil du réaménagement, dans les années 50. Des sociétés et des consultants américains, britanniques, français, allemands, néerlandais, russes et canadiens ont participé à l'élaboration et à la révision des plans et, en partie, à leur mise en oeuvre.

Après l'imposition du blocus global, les autorités compétentes irakiennes ont entrepris d'achever les projets par elles-mêmes. Un des paradoxes les plus flagrants est que le plus ardent partisan de l'assèchement des marais dans le sud de l'Iraq dans les années 50 était un expert américain qui travaillait alors pour le Conseil iraquien du réaménagement. Sait-on également qu'une des rivières dans la région porte toujours le nom de «Rivière hollandaise», en raison du fait que c'est une société néerlandaise qui a réalisé ce projet?

Si j'ai voulu donner ces exemples des accusations portées contre l'Iraq, c'est pour faire la lumière sur la situation véritable et sur les inventions et falsifications utilisées comme prétextes pour prolonger le blocus inique qui nous est imposé. Mais il est encore plus important de citer certains exemples flagrants de la conduite de ceux qui nous accusent. J'ai nommé les États-Unis d'Amérique.

Les États-Unis, État qui se soucie tellement du respect des résolutions du Conseil de sécurité, imposent deux zones d'interdiction de vol dans le nord et dans le sud de l'Iraq sans avoir été habilités à le faire par le Conseil de sécurité et sans justification légale en vertu du droit international. Le Gouvernement des États-Unis, qui prétend se préoccuper des droits des Kurdes en Iraq, a été la partie même qui a empêché les dirigeants kurdes de respecter un accord qui, après quatre mois de dialogue, avait été librement conclu avec le Gouvernement iraquien en 1991. Il a affirmé ouvertement que cet accord aurait renforcé l'autorité du Gouvernement national en Iraq, ce qui était contraire à l'objectif de changement de ce gouvernement que visaient les États-Unis.

Une telle attitude est-elle conforme aux résolutions du Conseil de sécurité qui prévoient le respect de la souveraineté et l'instauration de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région? Est-il acceptable, en vertu des

résolutions du Conseil de sécurité, que le Gouvernement des États-Unis entrave le déroulement des vols transportant des pèlerins d'un État musulman ami aux sanctuaires religieux sacrés irakiens, sous prétexte que divers politiciens de cet État se trouvaient parmi les pèlerins? Ce même gouvernement a également empêché, sous des prétextes fallacieux, l'envoi par avion en Iraq de viande provenant du Soudan.

Enfin, j'aimerais affirmer que l'Iraq a exprimé, par la voix de son dirigeant, le Président Saddam Hussein, son désir sincère d'amorcer un nouveau départ avec ses voisins arabes et d'établir des relations fondées sur la Charte de la Ligue des États arabes et la Charte des Nations Unies ainsi que sur le respect mutuel de la souveraineté et la prise en considération des intérêts de chacun. Cependant, il est bien connu de tous que le Gouvernement des États-Unis est la partie qui entrave ces efforts et exerce des pressions sur les États de la région pour empêcher le dialogue avec l'Iraq. L'article écrit par le Secrétaire d'État des États-Unis, Warren Christopher, et publié dans *The New York Times* en avril dernier fournit, à notre avis, la preuve la plus éloquente à ce sujet.

En dépit de la sévérité des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Iraq, nous avons pleinement appliqué bon nombre de leurs dispositions. Nous continuons à appliquer juridiquement et correctement les dispositions restantes des résolutions pertinentes. Dans ce contexte, nous sommes également disposés à dissiper les préoccupations des membres du Conseil de sécurité dont nous avons pris conscience lors de nos contacts, bien que certaines d'entre elles aient été formulées dans des cadres juridiquement non pertinents.

Dans l'intervalle, toutefois, nous nous demandons : est-il du devoir de l'État en question, aux termes de la Charte, d'appliquer les dispositions des résolutions du Conseil de sécurité adoptées au titre du Chapitre VII, sans attendre une contre-obligation de la part du Conseil pour appliquer les mêmes dispositions? Le point de vue juridique et équitable est que les résolutions du Conseil adoptées au titre du Chapitre VII de la Charte sont obligatoires pour l'État en question et pour tous les autres États, en particulier les membres du Conseil de sécurité, et plus particulièrement encore les membres permanents. C'est là, sans aucun doute, la règle de la Charte. Par conséquent, il serait logique que les membres du Conseil de sécurité, et en particulier ses membres permanents, soient soucieux plus que tout autre de respecter les résolutions qu'ils adoptent eux-mêmes. Cependant, le fait est, actuellement, qu'un seul membre permanent, les États-Unis d'Amérique, persiste à entraver toute mesure visant l'application juridique correcte des résolutions du Conseil, en particulier les dispositions relatives à la levée

des sanctions imposées à l'Iraq, motivé par des mobiles politiques partiels qui n'ont aucun rapport ni avec les résolutions du Conseil ni avec la Charte.

En vertu de la Charte, l'Assemblée générale est l'organe général chargé de délibérer des politiques de l'Organisation mondiale dans son ensemble. Aux termes de la Charte, les États Membres ont confié au Conseil de sécurité la responsabilité première du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et ils ont convenu qu'en s'acquittant de ses tâches au titre de cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom, conformément aux buts et principes des Nations Unies. En conséquence, les membres du Conseil de sécurité, à la fois individuellement et collectivement, sont responsables en vertu de la Charte, pour tous les Membres de l'Organisation. L'ensemble des Membres, tels qu'ils sont représentés par l'Assemblée générale, ne perdent pas, en vertu de cette délégation de pouvoir, le droit de chercher, par tous les moyens possibles, à corriger tout manquement ou défaut qui apparaîtrait dans l'exercice de cette responsabilité.

Par conséquent, nous demandons à tous les membres du Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à la communauté internationale dans son ensemble d'examiner la façon illégale et inique dont un ou deux membres permanents entravent l'application juridique correcte des résolutions du Conseil de sécurité, et, partant, imposent au noble peuple irakien des souffrances cruelles touchant tous les aspects de la vie humaine.

L'Iraq a le droit d'exiger avec force que cette situation illégale et inique change au plus tôt et de demander une explication complète de la position du Conseil de sécurité quant à ses justes demandes.

Le Président (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Petros Solomon, Ministre des affaires étrangères de l'Érythrée.

M. Solomon (Érythrée) (*interprétation de l'anglais*) : Tout d'abord, je voudrais saisir cette occasion pour féliciter M. Amara Essy de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session. Je suis certain qu'il dirigera nos délibérations avec compétence et sagesse.

Qu'il me soit également permis de me réjouir avec le peuple sud-africain, qui a enfin éliminé l'apartheid et créé une société pluraliste dans laquelle tous les citoyens de l'Afrique du Sud vivront dans l'harmonie, la liberté et l'égalité, indépendamment de leurs origines ethniques, religieuses ou sociales. Leur victoire est une victoire du

bien sur le mal et un tribut au concept de l'unité dans la diversité, ainsi qu'un exemple unique de lutte concertée, inlassable et réussie de l'humanité contre une attaque pernicieuse à la noblesse et à la dignité humaines.

Nous sommes également heureux de noter qu'au Moyen-Orient des adversaires de longue date se sont suffisamment rapprochés pour régler quelques-uns des problèmes les plus insolubles de notre temps, grâce à des négociations fondées sur la compréhension et la prise en compte des intérêts de toutes les parties. Nous nous félicitons des accords conclus entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ainsi que des accords suivants conclus entre Israël et le Royaume hachémite de Jordanie. Nous espérons que cette démarche initiale dont l'élan doit être maintenu, augurera bien d'une paix durable, permanente et complète dans la région dans son ensemble.

Nous venons d'entrer dans une nouvelle ère avec un espoir renouvelé. À l'approche du cinquantième anniversaire de l'ONU, il devient de plus en plus évident que la majorité des nations et des peuples du monde croient que l'Organisation mondiale est essentielle, et placent une confiance et un espoir renouvelés en elle. Au lendemain de la guerre froide, nous assistons à une transition vers une nouvelle structure de relations internationales. Dans l'incertitude du processus historique d'instauration d'un nouvel ordre mondial, l'ONU est redevenue l'Organisation pertinente, peut-être même indispensable, que ses pères fondateurs souhaitaient qu'elle soit.

Le nouveau système international qui émerge et l'universalité de la composition de l'ONU, ainsi que les abondantes preuves de bonne volonté qu'elle rallie lui offrent l'occasion unique non seulement d'établir de nouvelles directives pour relever les défis internationaux mais faire en sorte que le monde nouveau soit imprégné des valeurs de sécurité collective, de paix, de démocratie, de justice sociale et de coopération au bénéfice de tous. Le moment est également propice pour l'ONU d'accroître la prise de conscience mondiale, de façonner une vision commune du monde, d'explorer de nouvelles frontières et de créer des normes nouvelles, notamment dans les domaines du développement mondial, équitable et durable; de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits; des droits de l'homme et des droits démocratiques; et de la justice sociale.

Ma délégation est convaincue que ces grandes tâches nécessiteront inévitablement des changements profonds dans la structure et les modalités de fonctionnement du système de l'ONU, si celle-ci veut être à même de relever les défis

du nouvel ordre international. Les institutions et les organismes qui reflétaient les exigences de dernier demi-siècle doivent être modifiés ou céder la place à de nouvelles institutions qui reflètent non seulement l'optimisme et les besoins du présent mais également les espoirs et les aspirations de l'avenir. Manifestement, le système international doit, progressivement et à un rythme mesuré, s'orienter vers une représentation plus juste et plus équitable de ses membres dans tous les organes du système, et en particulier dans le Conseil de sécurité. Maintenant pourrait être en effet le moment le plus opportun de passer en revue les questions structurelles dans une nouvelle perspective et avec une nouvelle audace, l'objectif final étant d'instiller dans le système un dynamisme qui lui permettra de répondre et de s'adapter promptement aux réalités mondiales changeantes.

En outre, nous estimons que l'Organisation doit mettre fortement l'accent sur la mise en place d'un système d'alerte rapide et fiable permettant d'éviter les catastrophes et les conflits. Si elle était en mesure de prévenir les événements et non pas simplement d'y réagir, l'ONU serait mieux à même de réduire, sinon d'éviter, les souffrances humaines de même que d'atténuer les catastrophes et les conflits à un coût réduit pour la communauté internationale.

Deuxièmement, toutes les informations dont nous disposons sur la structure de l'Organisation montrent qu'il faut y apporter des réformes pour que les forces de centralisation et de décentralisation soient mieux équilibrées. Certains problèmes, tels qu'environnement, population et désarmement, peuvent exiger une action internationale coordonnée et une autorité centralisée. D'autres, comme l'effondrement des systèmes politiques et les conflits régionaux entre États, peuvent être mieux compris et réglés par des acteurs, des institutions et des démarches régionaux. Il est donc impérieux de mettre en oeuvre un mécanisme dynamique qui équilibre la centralisation et la décentralisation pour créer le fondement juridique souhaité d'un nouvel ordre mondial soutenu par une culture politique de paix, de justice, de bien-être économique et un environnement sain. Le principal souci de l'Organisation devrait être de jouer ce rôle de catalyseur. Seul un tel environnement peut faire de l'ONU un agent efficace dans la protection et la promotion de la paix, du développement et des droits de l'homme.

La situation dans la corne de l'Afrique est loin d'être satisfaisante, même si elle semble s'améliorer de jour en jour. Il convient peut-être de souligner que l'appauvrissement qui afflige la région dans son ensemble est essentiellement dû à l'homme et qu'il ne saurait être attribué aux vicissitudes de la nature, comme on le fait souvent. Des décennies de guerre et de luttes civiles ont sapé l'énergie,

la capacité de production et les moyens de régler les problèmes dont disposaient les populations, les rendant même vulnérables aux plus légers déséquilibres dans les précipitations et aux catastrophes naturelles mineures.

Ainsi, une assistance internationale d'urgence et, plus encore, une assistance internationale au développement resteront indispensables au cours des années à venir pour surmonter les conséquences de décennies de guerres et de troubles. Le Gouvernement de l'Érythrée, ainsi que ses partenaires régionaux, se rendent compte que seule une coopération régionale effective, fondée sur une paix et une stabilité durables assureront un développement économique sûr et soutenu. C'est dans cet esprit que nous-mêmes et nos partenaires sommes disposés à mettre nos ressources en commun afin d'assurer la paix régionale en adoptant des mécanismes de consultation et de coordination étroites destinés à prévenir et à régler les conflits et en élargissant les domaines d'intégration et de coopération économiques.

C'est sur cette base, et dans le cadre d'une approche régionale, que nous avons tenté d'aborder la quête de sécurité collective dans notre région. En Somalie, les pays de la région, sous la présidence du Président Melles Zenawi de l'Éthiopie, ont fait beaucoup pour rétablir une situation normale dans le pays en amenant les factions en guerre à la table des négociations. Dans plusieurs moments cruciaux, cet effort régional a servi de complément et de lien dans l'intervention internationale.

À ce propos, le moment semble favorable pour l'ONU de prendre la décision de se concentrer uniquement au cours de la période à venir sur la fourniture d'une aide au redressement et à la reconstruction de la Somalie dévastée. Nous croyons que l'opinion avancée par d'aucuns ces derniers jours, selon laquelle la prorogation du mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Somalie est indispensable à la réconciliation politique et qu'elle en soulignerait l'importance est erronée. En fait, toutes les indications en provenance de ce pays montrent que pareille démarche risque de compliquer ou de retarder le processus. D'autre part, l'Office intergouvernemental pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) devrait compléter la tâche de réconciliation politique qu'il a facilitée par le passé et recevoir des encouragements dans ce sens.

Au Soudan, les pays de la région ont opté pour la même approche régionale et ont proposé différents cadres de règlement des conflits afin de faciliter un règlement politique d'ensemble qui tiendrait compte des meilleurs intérêts et du bien-être des deux parties. Là encore, la communauté internationale devrait encourager et appuyer les

efforts régionaux entrepris sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement.

Certains des problèmes importants qui nous préoccupent depuis de nombreuses années n'ont pas encore été résolus et, en fait, d'autres s'y sont ajoutés. Ainsi, la crise dans l'ex-Yougoslavie ne semble toujours pas s'approcher d'une solution. Les événements au Rwanda sont un rappel tragique de la folie humaine et resteront gravés dans la conscience collective de l'humanité. Ces événements sont la preuve que des mesures préventives s'imposent et qu'il conviendrait peut-être de procéder à une nouvelle évaluation des limites traditionnelles du maintien de la paix des Nations Unies.

La séance est levée à 13 h 10.